

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Brossard

Code géographique : 58007

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Patrick Quirion, atteste la véracité du rapport financier

de Brossard pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-04-14 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Brossard qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Brossard au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Brossard inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Autre point

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 3, qui précise que la municipalité de Brossard a adopté le chapitre SP3410 Paiement de transfert de façon prospective, alors que le MAMROT demandait une adoption rétroactive, avec redressement des soldes de début de l'exercice comparatif.

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108263

Brossard, Québec

DATE 2014-04-14

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	122 775 600	125 496 119		125 496 119	120 536 757
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 073 200	1 136 793		1 136 793	1 227 121
Quotes-parts	3					
Transferts	4	3 809 300	4 786 954		4 786 954	4 423 276
Services rendus	5	3 597 100	3 647 564		3 647 564	3 787 172
Imposition de droits	6	6 130 500	7 967 621		7 967 621	10 102 408
Amendes et pénalités	7	1 653 500	1 995 582		1 995 582	1 786 723
Intérêts	8	1 006 500	2 769 514		2 769 514	2 264 750
Autres revenus	9		1 975 658		1 975 658	2 407 905
	10	140 045 700	149 775 805		149 775 805	146 536 112
Investissement						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13	1 200 000	(1 468 429)		(1 468 429)	2 832 861
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14		9 379 843		9 379 843	9 316 458
Autres	15		431 500		431 500	500 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	1 200 000	8 342 914		8 342 914	12 649 319
	18	141 245 700	158 118 719		158 118 719	159 185 431
Charges						
Administration générale	19	27 026 745	28 195 384	510 521	28 705 905	27 142 989
Sécurité publique	20	26 544 073	26 550 318	1 556	26 551 874	25 174 644
Transport	21	24 509 165	25 715 307	7 609 229	33 324 536	29 523 267
Hygiène du milieu	22	14 627 821	14 496 772	5 406 693	19 903 465	17 978 375
Santé et bien-être	23	857 480	831 695		831 695	800 414
Aménagement, urbanisme et développement	24	4 926 665	5 038 786	169 269	5 208 055	4 098 025
Loisirs et culture	25	18 314 251	17 985 190	2 264 757	20 249 947	18 429 123
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	7 769 800	7 351 479		7 351 479	7 773 549
Amortissement des immobilisations	28	15 987 220	15 962 025	(15 962 025)		
	29	140 563 220	142 126 956		142 126 956	130 920 386
Excédent (déficit) de l'exercice	30	682 480	15 991 763		15 991 763	28 265 045

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	682 480	15 991 763	28 265 045
Moins: revenus d'investissement	2 (	1 200 000 ) (	8 342 914 ) (	12 649 319)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(517 520)	7 648 849	15 615 726
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	15 987 220	15 962 025	14 984 047
Produit de cession	5		121 156	7 200
(Gain) perte sur cession	6		(93 322)	(7 200)
Réduction de valeur / Reclassement	7		(593 322)	(3 373)
	8	15 987 220	15 396 537	14 980 674
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		79 468	25 532
Réduction de valeur / Reclassement	10		626 262	3 373
	11		705 730	28 905
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			87 783
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			37 648
	15			125 431
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	32 200	268 169	293 957
Remboursement de la dette à long terme	17 (	9 918 300 ) (	11 616 251 ) (	10 439 418)
	18	(9 886 100)	(11 348 082)	(10 145 461)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	1 174 900 ) (	1 397 431 ) (	1 580 809)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	600 000	59 910	
Réserves financières et fonds réservés	22	(5 008 700)	(4 225 696)	(5 866 510)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		970 801	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(5 583 600)	(4 592 416)	(7 447 319)
	26	517 520	161 769	(2 457 770)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		7 810 618	13 157 956

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 200 000	8 342 914	12 649 319
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	1 263 450 ) (	498 709 ) (	575 370)
Sécurité publique	3 (	) (	) (	49 522)
Transport	4 (	26 083 000 ) (	14 681 684 ) (	14 707 756)
Hygiène du milieu	5 (	3 908 000 ) (	7 066 284 ) (	7 304 413)
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	300 000 ) (	294 052) () (
Loisirs et culture	8 (	8 250 805 ) (	4 295 781 ) (	2 772 738)
Réseau d'électricité	9 () () () (
	10 (	39 805 255 ) (	26 836 510 ) (	25 409 799)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	) (	5 447 550) () (
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 () () () (
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	14 451 000	21 710 023	18 576 103
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	1 174 900	1 397 431	1 580 809
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		169 334	
Excédent de fonctionnement affecté	16	10 529 355	3 091 778	11 506 587
Réserves financières et fonds réservés	17	12 450 000	14 738 915	3 606 577
	18	24 154 255	19 397 458	16 693 973
	19	(1 200 000)	8 823 421	9 860 277
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		17 166 335	22 509 596

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	16 994 200	17 781 059	15 648 646
Charges sociales	2	4 970 500	5 403 189	4 712 667
Biens et services	3	24 382 600	26 273 133	21 163 201
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	7 259 300	6 859 503	7 289 829
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	510 500	491 976	483 720
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	68 530 400	68 686 892	66 005 608
Autres	10			
Autres organismes	11	264 700	252 883	257 996
Amortissement des immobilisations	12	15 987 220	15 962 025	14 984 047
Autres				
- Provision pour éventualités	13	1 663 800		
- Mauvaises créances	14		394 809	350 855
- Subventions aux propriétaires	15		21 487	23 817
	16	140 563 220	142 126 956	130 920 386

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	122 775 600	125 496 119	120 536 757
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 073 200	1 136 793	1 227 121
Quotes-parts	3			
Transferts	4	5 009 300	3 318 525	7 256 137
Services rendus	5	3 597 100	3 647 564	3 787 172
Imposition de droits	6	6 130 500	7 967 621	10 102 408
Amendes et pénalités	7	1 653 500	1 995 582	1 786 723
Intérêts	8	1 006 500	2 769 514	2 264 750
Autres revenus	9		11 787 001	12 224 363
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	141 245 700	158 118 719	159 185 431
Charges				
Administration générale	12	27 535 863	28 705 905	27 142 989
Sécurité publique	13	26 544 073	26 551 874	25 174 644
Transport	14	31 875 442	33 324 536	29 523 267
Hygiène du milieu	15	20 234 244	19 903 465	17 978 375
Santé et bien-être	16	857 480	831 695	800 414
Aménagement, urbanisme et développement	17	5 072 728	5 208 055	4 098 025
Loisirs et culture	18	20 673 590	20 249 947	18 429 123
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	7 769 800	7 351 479	7 773 549
	21	140 563 220	142 126 956	130 920 386
Excédent (déficit) de l'exercice	22	682 480	15 991 763	28 265 045
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		350 087 709	321 822 664
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		350 087 709	321 822 664
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		366 079 472	350 087 709

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	682 480	15 991 763	28 265 045
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	39 805 255 ) (	26 836 510 ) (	25 409 799)
Produit de cession	3		121 156	7 200
Amortissement	4	15 987 220	15 962 025	14 984 047
(Gain) perte sur cession	5		(93 322)	(7 200)
Réduction de valeur / Reclassement	6		(593 322)	(3 373)
	7	(23 818 035)	(11 439 973)	(10 429 125)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(4 741 819)	28 905
Variation des stocks de fournitures	9		(39 662)	(64 578)
Variation des autres actifs non financiers	10		410 503	(26 407)
	11		(4 370 978)	(62 080)
	12	(23 135 555)	180 812	17 773 840
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(23 135 555)	180 812	17 773 840
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(66 059 468)	(83 833 308)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(66 059 468)	(83 833 308)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(65 878 656)	(66 059 468)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	32 866 625	48 203 023
Placements temporaires	2	80 000 000	55 000 000
Débiteurs (note 5)	3	29 628 551	32 311 030
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	142 495 176	135 514 053
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	19 315 758	16 372 952
Revenus reportés (note 12)	13	526 495	1 458 731
Dette à long terme (note 13)	14	186 036 579	181 417 838
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	2 495 000	2 324 000
	16	208 373 832	201 573 521
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(65 878 656)	(66 059 468)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	421 746 990	410 307 017
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	9 285 748	4 543 929
Stocks de fournitures	20	684 025	644 363
Autres actifs non financiers (note 17)	21	241 365	651 868
	22	431 958 128	416 147 177
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	366 079 472	350 087 709

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	15 991 763	28 265 045
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	15 962 025	14 984 047
Autres			
- Gain/radiation immobilisations	3	(93 322)	(7 200)
- Réduction de valeur/Reclass.	4		37 648
	5	31 860 466	43 279 540
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 682 479	4 949 481
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	2 942 806	(639 626)
Revenus reportés	9	(932 236)	783 059
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	171 000	252 000
Propriétés destinées à la revente	11	(5 335 141)	25 532
Stocks de fournitures	12	(39 662)	(64 578)
Autres actifs non financiers	13	410 503	(26 407)
	14	31 760 215	48 559 001
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(26 836 510)	(25 409 799)
Produit de cession	16	121 156	7 200
	17	(26 715 354)	(25 402 599)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		87 783
Variation nette des placements temporaires	20	(25 000 000)	(55 000 000)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(25 000 000)	(54 912 217)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	17 436 187	20 690 750
Remboursement de la dette à long terme	24	(12 548 349)	(11 599 318)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(269 097)	(372 104)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	4 618 741	8 719 328
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(15 336 398)	(23 036 487)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	48 203 023	71 239 510
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	32 866 625	48 203 023

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Brossard (la « Ville ») a été reconstituée à compter du 1er janvier 2006 en vertu du décret 967-2005 adopté le 19 octobre 2005 à la suite de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14) et de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c.E-20.001), ainsi que du décret numéro 1214-2005 du 7 décembre 2005 concernant l'agglomération de Longueuil, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus ont été partagés avec la Ville de Longueuil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public publiées par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui peuvent être consacrés à rembourser les dettes existantes ou à financer les activités futures et qui ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les marchandises en stock sont comptabilisées au prix coûtant, établi selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût d'origine, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de l'année qui suit leur date de mise en service. Les biens loués en vertu d'un contrat de location-acquisition sont comptabilisés au coût c'est-à-dire à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail. Les

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 à 20 ans

L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état des résultats mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert en provenance des gouvernements sont constatés aux revenus de l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Puisque le cédant, le Gouvernement du Québec, ne reconnaît l'autorisation de certains paiements de transfert qu'au moment du vote des crédits budgétaires par l'Assemblée nationale, bien que ceux-ci ont déjà fait l'objet de la signature de protocoles d'entente entre la Ville et le Gouvernement du Québec, ces paiements de transfert seront comptabilisés lors du vote des crédits budgétaires.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées :

- Régimes de retraite des cols blancs de la Ville de Longueuil à l'égard des participants cols blancs employés de la Ville de Brossard;
- Régime de retraite des employés cadres de la Ville de Longueuil à l'égard du paiement des déficits que la Ville de Brossard doit verser à ce régime;
- Régime de retraite des employés de la Ville de Saint-Hubert à l'égard du paiement des déficits que la Ville de Brossard doit verser à ce régime;
- Régime de retraite des policiers de la Ville de Longueuil à l'égard du paiement des déficits que la Ville de Brossard doit verser à ce régime.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de la répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2013 en calculant les rendements sur les placements obtenus depuis le 1er janvier 2009 par rapport aux rendements anticipés selon l'hypothèse de l'évaluation actuarielle et à amortir les différences sur une période de cinq ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- La portion relative à l'application de la nouvelle norme sur les paiements de transfert est amorti dans l'année subséquente pour les paiements de transfert retirés des livres en raison de l'entrée en vigueur de la nouvelle norme.

- La portion relative au financement à long terme des activités de fonctionnement est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette à long terme.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Constatation des revenus**

Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt du rôle de perception;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes foncières et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le gain ou perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant l'excédent de fonctionnement affectés et l'excédent de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que l'administration municipale formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des dépenses, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principaux éléments qui nécessitent l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont les revenus de taxation révisés non facturés, les droits de mutation non facturés, les subventions, les durées de vie utile des immobilisations aux fins de l'amortissement, l'établissement des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme, les hypothèses relatives à l'établissement de la charge et de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs ainsi que les provisions à l'égard des passifs et des réclamations en justice.

Frais reportés

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de remboursement de la dette à long terme afférente et sont présentés en contrepartie de la dette à long terme.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés immobilières destinées à la revente sont comptabilisées au prix coûtant.

**Provision pour contestations
d'évaluation**

La provision pour contestations de taxes représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Fonds Parcs et terrains de jeux

Un propriétaire demandant une opération cadastrale a l'obligation de céder gratuitement des terrains à la Ville à des fins de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels ou de verser une somme équivalente à la Ville. Les sommes reçues sont affectées à ce fonds en vue d'acquérir ou d'aménager des terrains à ces fins.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Fonds de réfection du réseau routier

Ce fonds est alimenté par les revenus annuels de tarification figurant au compte de taxes et au besoin par l'affectation de surplus. Les sommes accumulées dans le fonds servent à couvrir les dépenses effectuées en investissement dans la réfection du réseau routier de la Ville.

Fonds Société Québécoise d'Assainissement des Eaux (SQAE)

Ce fonds représente la part de la Ville dans le fonds d'amortissement créé par la SQAE aux fins du remboursement de la dette à long terme.

Fonds Assurances

Ce fonds a été constitué pour pourvoir à l'indemnisation de dommages aux propriétés de la Ville et à celles dont elle a la responsabilité. Ce fonds sert également à indemniser des tiers pour tout dommage subi et relié à la responsabilité de la Ville.

Fonds réserve foncière

Ce fonds est constitué des sommes provenant de l'excédent de la vente de terrains sur leur coût d'achat et les dépenses admissibles capitalisables, lorsqu'ils ne sont pas comptabilisés aux revenus reportés.

Remboursement de la dette à long terme

Ce poste représente les remboursements de capital relatifs aux emprunts contractés et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2013, la Ville a adopté la version révisée du chapitre SP 3410 - Paiements de transfert. En vertu de la norme révisée, un paiement de transfert est autorisé du point de vue du bénéficiaire lorsque le processus d'autorisation du gouvernement cédant est complété et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, dans la mesure où, les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Il existe deux interprétations de cette nouvelle norme au Québec. Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), notre auditeur indépendant, ainsi que d'autres cabinets d'auditeurs indépendants sont d'avis que pour les transferts pluriannuels octroyés par les ministères et organismes budgétaires du gouvernement, chaque tranche annuelle de transfert doit faire l'objet d'un vote des crédits dans l'année en cause pour respecter les critères d'autorisation et permettre la constatation du revenu.

Les vérificateurs généraux municipaux, le vérificateur général du Québec ainsi que d'autres cabinets d'auditeurs indépendants ont un avis contraire. Ils considèrent plutôt que le Gouvernement a déjà exercé son pouvoir habilitant par la signature des protocoles d'entente. Leur interprétation étant appuyé sur le principe comptable selon laquelle la substance économique doit primer sur la forme juridique dans la présentation de l'information financière.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

La Ville a comptabilisé les paiements de transfert selon l'opinion de son auditeur indépendant ainsi qu'à la demande du MAMROT et nous avons donc retiré les comptes à recevoir en question de nos états financiers. Le Gouvernement du Québec, par la signature de protocoles d'entente, s'est engagé à verser à la Ville de Brossard des paiements de transfert à la hauteur de 7.5 M\$ qui ne sont maintenant plus présentés aux états financiers tant que le vote des crédits budgétaires n'aura pas eu lieu. La Ville s'attend à recevoir ces sommes conformément aux engagements pris par le Gouvernement du Québec envers la Ville, lorsque le vote des crédits budgétaire aura eu lieu.

En vertu du chapitre SP 3410 - Paiements de transfert, la nouvelle norme pouvait être appliquée rétroactivement ou prospectivement. La Ville a choisi d'appliquer la nouvelle norme prospectivement aux états financiers en respect des Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les effets de cette norme sur les états financiers au 31 décembre 2013 sont les suivants :

Sur l'état de la situation financière :

- Diminution des comptes à recevoir de 6 784 077 \$
- Diminution de l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs de 5 789 662 \$
- Augmentation des dépenses constatées à taxer ou à pourvoir de 994 415 \$

Sur l'état des résultats :

- Diminution des revenus de paiements de transfert de fonctionnement de 994 415 \$
- Diminution des revenus de paiements de transfert d'investissement de 1 247 657 \$

Sur l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales :

- Diminution des revenus de paiements de transfert de fonctionnement de 994 415 \$
- Diminution des revenus d'investissement de 1 247 657 \$
- Augmentation de l'affectation en provenance des dépenses constatées à taxer ou à pourvoir de 994 415 \$

Sur l'excédent d'investissement à des fins fiscales :

- Diminution des revenus d'investissement de 1 247 657 \$
- Augmentation du financement à long terme des activités d'investissement de 1 247 657 \$

Modifications comptables futures

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a également publié le chapitre SP-3450 intitulé « Instruments financiers ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter tous les types d'instruments financiers, y compris les dérivés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2016. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ces états financiers.

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a également publié le chapitre SP-3260 intitulé « Passif au titre des sites contaminés ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre de l'assainissement de sites contaminés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2014. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ces états financiers.

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a également publié le chapitre SP-1201 intitulé « Présentation des états financiers ». Ce chapitre remplace l'ancien chapitre SP-1200 existant intitulé également « Présentation des états financiers » et introduit un nouvel état des gains et pertes non réalisés associés aux instruments financiers de la catégorie évaluée à la juste valeur. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2015. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ces états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	12 072 966	11 161 398
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	7 042 546	13 207 531
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 558 888	
Organismes municipaux	8	7 344 626	6 279 268
Autres			
- Divers	9	1 423 632	1 534 401
- Avances	10	185 893	128 432
	11	29 628 551	32 311 030
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	2 468 647	6 926 321
Organismes municipaux	13	4 825 200	5 661 800
Autres tiers	14		
	15	7 293 847	12 588 121
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 181 477	1 354 135
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	204 000	200 000
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(2 699 000)	(2 524 000)
	27	<u>(2 495 000)</u>	<u>(2 324 000)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 909 000	1 714 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	266 000	304 000
Régimes à cotisations déterminées	30	734 000	679 000
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	97 000	96 000
	33	<u>3 006 000</u>	<u>2 793 000</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	7 037 184	5 627 086
Salaires et avantages sociaux	38	3 483 509	3 338 981
Dépôts et retenues de garantie	39	4 917 575	4 650 058
Provision pour contestations d'évaluation	40	583 960	272 692
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Organismes municipaux	42	16 810	16 810
- Intérêts courus sur dette à LT	43	1 386 994	1 550 396
- Autres passifs et éventualités	44	1 889 726	916 929
-	45		
-	46		
	47	<u>19 315 758</u>	<u>16 372 952</u>
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		860 168
Autres			
- C.A.R.R.A.	50	99 832	149 451
- Billets, inscription, loyer	51	426 663	449 112
	52	<u>526 495</u>	<u>1 458 731</u>
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,35	5,20	2014	2023	53	170 973 320	165 570 454
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,62	4,99	2014	2015	57	24 414	34 957
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4,16	4,16	2014	2033	59	16 347 929	16 852 414
Autres					60		
					61	187 345 663	182 457 825
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(1 309 084)	(1 039 987)
					63	186 036 579	181 417 838

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2013</u>				
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>					
2014	64	72	11 772 600	80	1 197 494	89	15 790	97	12 985 884
2015	65	73	12 005 869	81	1 199 015	90	8 624	98	13 213 508
2016	66	74	11 681 498	82	1 200 565	91		99	12 882 063
2017	67	75	11 521 891	83	1 202 147	92		100	12 724 038
2018	68	76	10 018 887	84	1 203 760	93		101	11 222 647
2019 et +	69	77	113 972 575	85	18 088 421	94		102	132 060 996
	70	78	170 973 320	86	24 091 402	95	24 414	103	195 089 136
Intérêts et frais accessoires				87	(7 743 473)			104	(7 743 473)
	71	79	170 973 320	88	16 347 929	96	24 414	105	187 345 663

Note

	2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106	(59 505 495)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(6 373 161)
Autres	108	
	109	(65 878 656)
		(66 059 468)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	80 886 285	138	6 221 740	165	208 458	192	86 899 567
Eaux usées	111	107 929 242	139	4 672 243	166	331 277	193	112 270 208
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	203 038 448	140	12 482 670	167	459 295	194	215 061 823
Autres	113	42 840 915	141	4 034 328	168	255 632	195	46 619 611
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	63 061 628	143	934 040	170		197	63 995 668
Améliorations locatives	116	256 612	144		171		198	256 612
Véhicules	117	3 274 408	145	198 939	172		199	3 473 347
Ameublement et équipement de bureau	118	1 841 656	146	364 227	173	22 669	200	2 183 214
Machinerie, outillage et équipement divers	119	2 429 202	147	134 496	174		201	2 563 698
Terrains	120	25 249 785	148	4 201 461	175	(565 488)	202	30 016 734
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>530 808 181</u>	150	<u>33 244 144</u>	177	<u>711 843</u>	204	<u>563 340 482</u>
Immobilisations en cours	123	<u>32 340 294</u>	151	<u>(6 407 634)</u>	178		205	<u>25 932 660</u>
	124	<u>563 148 475</u>	152	<u>26 836 510</u>	179	<u>711 843</u>	206	<u>589 273 142</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	24 229 751	153	2 277 126	180	208 458	207	26 298 419
Eaux usées	126	39 053 109	154	2 807 347	181	331 277	208	41 529 179
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	57 502 311	155	6 158 036	182	459 295	209	63 201 052
Autres	128	9 459 823	156	2 061 500	183	255 632	210	11 265 691
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	18 714 200	158	1 631 472	185		212	20 345 672
Améliorations locatives	131	73 819	159	17 107	186		213	90 926
Véhicules	132	1 785 961	160	198 294	187		214	1 984 255
Ameublement et équipement de bureau	133	1 011 538	161	577 886	188	22 669	215	1 566 755
Machinerie, outillage et équipement divers	134	1 010 946	162	233 257	189		216	1 244 203
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>152 841 458</u>	164	<u>15 962 025</u>	191	<u>1 277 331</u>	218	<u>167 526 152</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>410 307 017</u>					219	<u>421 746 990</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	25 364 738	223		225		227	25 364 738
Amortissement cumulé	221	(2 922 332)	224	(584 467)	226	()	228	(3 506 799)
Valeur comptable nette	222	<u>22 442 406</u>					229	<u>21 857 939</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	8 960 114	4 161 162
Immeubles industriels municipaux	231	241 820	241 820
Autres	232	83 814	140 947
	233	9 285 748	4 543 929
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	9 285 748	4 543 929
<hr/>			
Note			
Six des terrains ont été reclassés aux immobilisations pour une valeur comptable de 593 322 \$			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	241 365	651 868
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	241 365	651 868
<hr/>			
Note			

18. Obligations contractuelles

La Ville est engagée par divers contrats, notamment de location de locaux, de fournitures de biens, de services d'entretien des réseaux et équipements et d'organisation d'activités récréatives. Le montant total des engagements est de 57 101 500 \$ jusqu'en 2033 et les versements pour les cinq prochaines années sont :

2014 = 12 959 113 \$
 2015 = 9 016 877 \$
 2016 = 5 269 872 \$
 2017 = 2 690 878 \$
 2018 = 2 441 705 \$

Ces engagements incluent une entente survenue entre la Ville de Brossard et la société Canaxor Immobilier inc. concernant un contrat de location de glace et de terrains sportifs dans un centre sportif. La Ville s'est engagée à verser à ce sujet une somme annuelle de 1 012 895 \$ plus taxes sur une période de 25 ans échéant en 2033.

Ce même contrat prévoit aussi l'acquisition par la Ville du Centre sportif après une période de 25 ans. Cette partie du contrat est traitée comme un contrat de location-acquisition aux fins comptables. La Ville verse une somme annuelle de 1 061 140 \$ plus taxes pour l'acquisition, celle-ci est présentée dans la dette à long terme.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

Le fonds d'assurance permet à la Ville d'assumer certains risques jusqu'à concurrence des polices d'assurance excédentaires contractées annuellement. Il existe des réclamations en cours au 31 décembre 2013 mais de l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel résultant de ces réclamations n'aurait pas une incidence importante sur la situation financière du fonds d'assurance.

c) Poursuites

Toutes les poursuites au titre des années 2006 à 2013 ou avant 2001 contre la Ville font l'objet de discussions en vue de règlement et au 14 avril 2014, il ne subsiste aucun litige pouvant avoir une conséquence financière importante pour la Ville.

Les dossiers de litiges et de griefs introduits durant la période de fusion avec la Ville de Longueuil (2002-2005) sont gérés par l'Agglomération de Longueuil. Les coûts de résolution de ces litiges sont répartis par une quote-part selon les dispositions de l'article 57 du décret 1214-2005 en proportion de la richesse foncière uniformisée de chacune des municipalités liées de l'Agglomération de Longueuil au 1er janvier 2006. Les litiges gérés par l'Agglomération s'élèvent à environ 7.4 M\$. Une provision raisonnable a été inscrite aux livres. Concernant les griefs gérés par l'Agglomération, il est impossible de déterminer les montants réclamés. La part de la Ville dans ces litiges et griefs est de 19.45 %. Tout paiement pouvant résulter du dénouement de ces éventualités sera imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres**ENVIRONNEMENT**

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans ce domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

S/O

22. Instruments financiers

S/O

23. Marge de Crédit

La Ville dispose de facilités de crédit à demande auprès d'une institution bancaire pour un montant de 12 000 000 \$ portant intérêt au taux de base (3% au 31 décembre 2013). Au 31 décembre 2013, les facilités de crédit à demande ne sont pas utilisées.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 9 354 577	27 664 485
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 78 202 758	62 408 906
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (17 557 323) ()	
Financement des investissements en cours	4 28 568 423	14 909 655
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 267 511 037	245 104 663
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 366 079 472	350 087 709

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Déneigement	8 4 067 000	4 067 000
- Éventualités	9 650 000	650 000
- Investissement et dette	10 48 626 292	29 307 423
- Parcs	11 4 259 511	397 546
- Réseau aqueduc égout	12 168 275	168 275
- Environnement	13 539 710	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 58 310 788	34 590 244

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18	
-	19	
-	20	
	21	

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	
Fonds parcs et terrains de jeux	29 213 044	573 791
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 14 643	10 734
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 2 726 511	3 888 468
Financement des activités de fonctionnement	33 598 563	456 076
Autres		
- Réserve foncière	34 1 377 486	2 418 189
- Assurances	35 2 258 488	2 228 387
- Réfection réseau routier	36 12 703 235	18 243 017
-	37	
	38 19 891 970	27 818 662
	39 78 202 758	62 408 906

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres		
- Paiement transfert	48 (970 801) ()	()
-	49 () ()	()
	50 (970 801) ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
	51 (16 586 522) ()	()
	52 (17 557 323) ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 29 308 895	28 580 760
Investissements à financer	54 (740 472) ()	13 671 105)
	55 28 568 423	14 909 655
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 421 746 990	410 307 017
Propriétés destinées à la revente	57 9 285 748	4 543 929
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 431 032 738	414 850 946
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 186 036 579	181 417 838
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 1 309 084	1 039 987
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (7 293 847) ()	12 588 121)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 (122 160) ()	123 421)
	66 179 929 656	169 746 283
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67 (16 407 955)	
	68 163 521 701	169 746 283
	69 267 511 037	245 104 663

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime est enregistré auprès de la Régie des rentes du Québec (24612) et auprès de l'Agence du revenu du Canada (0552125). Selon la dernière évaluation actuarielle du Régime déposée à la Régie des rentes du Québec au 31 décembre 2010, le Régime était capitalisé à 73,9 % et le degré de solvabilité était de 68,1 %. Le déficit actuariel sur base de capitalisation s'élevait à 9 141 600 \$ et le manque d'actif sur base de solvabilité s'élevait à 14 758 100 \$ au 31 décembre 2010. Des cotisations additionnelles sont requises afin d'éliminer le déficit sur base de capitalisation au cours des années suivant la date de l'évaluation actuarielle.

Les cotisations requises au Régime pour les participants actifs sont de 9 % du salaire depuis 2012. Le coût de service courant de l'employeur correspond à 11,80 % de la masse salariale cotisable des participants actifs depuis 2012.

En 2013, la table de mortalité utilisée est la table CPM-2014 avec échelle d'amélioration CPM-B1D2014 (table générationnelle UP-1994 projetée selon l'échelle AA en 2012).

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 200 000	226 000
Charge de l'exercice	5 (1 909 000)	(1 714 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 913 000	1 688 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>204 000</u>	<u>200 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 32 727 000	30 372 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (41 255 000)	(37 939 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (8 528 000)	(7 567 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 8 732 000	7 767 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 204 000	200 000
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>204 000</u>	<u>200 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 32 727 000	30 372 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (41 255 000)	(37 939 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (8 528 000)	(7 567 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 796 000	1 513 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 <u>1 796 000</u>	<u>1 513 000</u>
Cotisations salariales des employés	22 (949 000)	(788 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (70 000)	(77 000)
	24 <u>777 000</u>	<u>648 000</u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 747 000	684 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 524 000</u>	<u>1 332 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 2 061 000	2 004 000
Rendement espéré des actifs	34 (1 676 000)	(1 622 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>385 000</u>	<u>382 000</u>
Charge de l'exercice	36 <u>1 909 000</u>	<u>1 714 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 2 144 000	862 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (<u>1 676 000</u>)	(<u>1 622 000</u>)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 468 000	(760 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (2 180 000)	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (2 721 000)	(2 521 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 33 112 000	30 642 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,50 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,50 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u>1</u>	56 <u></u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Brossard parraine un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées, soit le Régime supplémentaire de retraite pour les cadres de la Ville de Brossard. Ce régime de retraite a pour principal objectif de compléter la rente payable aux cadres de la Ville de Brossard qui verront leur rente de retraite plafonnée en raison des limites imposées par la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada quant aux prestations maximales payables par un régime de pension agréé. Ce régime est non contributif et n'est pas capitalisé.

La Ville de Brossard offre également à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Ce régime comprend de l'assurance-vie, de l'assurance soins de santé et de l'assurance soins dentaires.

En 2013, la table de mortalité utilisée est la table CPM-2014 avec échelle d'amélioration CPM-B1D2014 (table générationnelle UP-1994 projetée selon l'échelle AA en 2012).

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (2 524 000)	(2 298 000)
Charge de l'exercice	58 (266 000)	(304 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 91 000	78 000
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>2 699 000</u>)	(<u>2 524 000</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (2 320 000)	(2 426 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (379 000)	(98 000)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>2 699 000</u>)	(<u>2 524 000</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 176 000	159 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	66 000
	66 176 000	225 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 176 000	225 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (8 000)	(15 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 168 000	210 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 98 000	94 000
Charge de l'exercice	77 266 000	304 000
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 289 000	(79 000)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 3,75 %	4,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 8,30 %	7,80 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 5,50 %	5,60 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2024	2020
Autres hypothèses économiques		
-	86	
-	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 3

Description des régimes et autres renseignements

Relativement à ses employés cols blancs, la Ville de Brossard participe à un régime interemployeurs administré par la Ville de Longueuil, soit le Régime de retraite des cols blancs salariés de la Ville de Longueuil. De plus, la Ville de Brossard doit verser des cotisations pour certains de ses employés cadres qui participent à des régimes parrainés par la Ville de Longueuil, soit le Régime de retraite des employés cadres de la Ville de Longueuil et le régime de retraite des employés de la Ville de Saint-Hubert. Finalement, la Ville de Brossard doit également financer une portion des déficits de ses anciens employés policiers qui participent au Régime de retraite des policiers de la Ville de Longueuil. La Ville de Brossard doit comptabiliser ces différents régimes comme s'ils

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Description des régimes et autres renseignements

étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la dépense encourue au titre des avantages de retraite des employés concernés correspond aux cotisations devant être versées par la Ville de Brossard à ces différents régimes.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u>734 000</u>	<u>679 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	8	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c.R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus (6,15%) et de contributions dans le cas des municipalités (20,73%). Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Cotisations des élus au RREM 95	14 000	14 000
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	47 000	47 000
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	50 000	49 000
98	97 000	96 000

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	187 345 663
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	740 472
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	2 586 505
Débiteurs	8	7 293 847
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	6 373 161
Autres montants	10	122 160
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	9 900 633
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	161 809 829
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	161 809 829
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	791 780
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	162 601 609
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	73 637 036
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	236 238 645
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	98 060 300	100 337 527	95 965 443
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	98 060 300	100 337 527	95 965 443
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 574 000	2 742 506	2 547 762
Égout	11	3 276 000	3 490 463	3 242 607
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	4 351 900	4 310 492	4 436 012
Autres				
-Réfection réseau routier	14	5 062 700	5 276 967	5 159 855
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	9 450 700	9 338 164	9 185 078
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	24 715 300	25 158 592	24 571 314
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	24 715 300	25 158 592	24 571 314
	26	122 775 600	125 496 119	120 536 757

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 70 500	62 311	68 390
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31 70 500	62 311	68 390
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32 145 100	178 704	184 657
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 730 000	783 885	846 403
	35 875 100	962 589	1 031 060
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 945 600	1 024 900	1 099 450
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41 127 600	111 893	127 671
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44 127 600	111 893	127 671
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 1 073 200	1 136 793	1 227 121

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52	555 800	647 716
Sécurité publique			744 339
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	224 300	382 767
Enlèvement de la neige	58		112 467
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	80 100	(93 451)
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		110 471
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	500 000	713 917
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		759 522
Tri et conditionnement	73		630 826
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77	10 000	35 525
Autres	78		52 758
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83	35 500	33 612
Promotion et développement économique	84		65 364
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	60 700	281 770
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	248 700	(314 376)
Autres	88	12 500	12 500
Réseau d'électricité	89		
	90	1 727 600	2 608 459
			2 797 559

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	1 137 860	1 453 122
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	(334 581)	1 064 462
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	197 650	305 942
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		9 335
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121	200 000	
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	(1 733 458)	
Activités culturelles			
Bibliothèques	126	(735 900)	
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	(1 468 429)	2 832 861

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	2 081 700	2 178 495	1 625 717
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	2 081 700	2 178 495	1 625 717
TOTAL DES TRANSFERTS	139	5 009 300	3 318 525	7 256 137

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142	498 276	476 662
	143	347 300	498 276
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	7 300	10 120
Sécurité civile	146		8 166
Autres	147		
	148	7 300	10 120
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	155		
Traitement des eaux usées	156	130 900	35 517
Réseaux d'égout	157		
	158	107 910	106 002
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables	159	7 000	
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	137 900	143 427
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	492 500	651 823
		625 719	625 719

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	817 900	831 619	881 165
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	25 000	29 905	47 706
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	82 800	102 510	101 941
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	11 000	2 216	2 003
Loisirs et culture	193	2 167 900	2 029 491	2 128 638
Réseau d'électricité	194			
	195	3 104 600	2 995 741	3 161 453
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	3 597 100	3 647 564	3 787 172
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	630 500	733 599	1 274 077
Droits de mutation immobilière	198	5 500 000	7 234 022	8 828 331
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	6 130 500	7 967 621	10 102 408
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	1 653 500	1 995 582	1 786 723
INTÉRÊTS	203	1 006 500	2 769 514	2 264 750
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		93 322	7 200
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		681 810	1 329 406
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		9 379 843	9 816 548
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		200 000	500 000
Autres	210		1 432 026	571 209
	211		11 787 001	12 224 363

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	1 408 218	1 334 194	113 115	1 447 309	1 408 865
Application de la loi	2	1 729 757	3 842 406	10 976	3 853 382	1 038 440
Gestion financière et administrative	3	4 397 296	4 633 856	194 170	4 828 026	4 072 888
Greffe	4	1 523 599	1 400 339	94 487	1 494 826	1 257 946
Évaluation	5	1 300 358	1 300 358		1 300 358	980 282
Gestion du personnel	6	883 587	1 083 963	97 773	1 181 736	983 905
Autres	7	15 783 930	14 600 268		14 600 268	17 400 663
	8	27 026 745	28 195 384	510 521	28 705 905	27 142 989
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	19 538 240	19 538 240		19 538 240	18 796 515
Sécurité incendie	10	6 532 104	6 532 104		6 532 104	5 928 682
Sécurité civile	11	15 000	14 276	1 556	15 832	449 447
Autres	12	458 729	465 698		465 698	
	13	26 544 073	26 550 318	1 556	26 551 874	25 174 644
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 762 028	2 100 140	6 460 974	8 561 114	8 304 940
Enlèvement de la neige	15	4 709 010	6 615 982	38 378	6 654 360	4 339 198
Éclairage des rues	16	862 100	687 724	1 068 060	1 755 784	1 490 129
Circulation et stationnement	17	951 687	917 347	37 868	955 215	887 642
Transport collectif						
Transport en commun	18	15 224 340	15 394 114	3 949	15 398 063	14 369 611
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					131 747
	22	24 509 165	25 715 307	7 609 229	33 324 536	29 523 267

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 755 112	1 736 502	2 138	1 738 640		951 929
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 573 089	1 606 606	2 324 551	3 931 157		3 676 818
Traitement des eaux usées	25	2 591 787	2 582 674	9 746	2 592 420		2 452 788
Réseaux d'égout	26	1 066 137	1 011 885	2 867 893	3 879 778		3 721 698
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 646 264	1 519 835	4 896	1 524 731		1 567 209
Élimination	28	3 234 854	3 227 541		3 227 541		3 105 029
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 068 452	1 124 161	144 455	1 268 616		1 102 221
Tri et conditionnement	30	125 588	125 588		125 588		688 607
Matières organiques							
Collecte et transport	31	165 000	115 895		115 895		93 378
Traitement	32	180 244	180 244		180 244		185 642
Matériaux secs	33	766 813	766 813		766 813		
Autres	34	55 899	55 899		55 899		51 948
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	398 582	443 129	53 014	496 143		381 108
Autres	39						
	40	14 627 821	14 496 772	5 406 693	19 903 465		17 978 375
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	826 880	819 825		819 825		787 364
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	30 600	11 870		11 870		13 050
	44	857 480	831 695		831 695		800 414
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	4 261 162	4 373 977	169 269	4 543 246		4 020 863
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						5 716
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	584 133	584 133		584 133		
Tourisme	49	81 370	80 676		80 676		71 446
Autres	50						
Autres	51						
	52	4 926 665	5 038 786	169 269	5 208 055		4 098 025

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	2 948 725	2 678 142	123 788	2 801 930	2 450 550
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 111 118	2 167 351	613 066	2 780 417	2 555 096
Piscines, plages et ports de plaisance	55	977 983	943 349	54 628	997 977	739 688
Parcs et terrains de jeux	56	5 561 682	5 428 191	927 722	6 355 913	5 850 580
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	339 991	370 679		370 679	329 567
Autres	59					
	60	11 939 499	11 587 712	1 719 204	13 306 916	11 925 481
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	1 737 512	1 756 203	182 869	1 939 072	1 755 672
Bibliothèques	62	4 163 054	4 178 373	348 607	4 526 980	4 281 736
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	474 186	462 902	14 077	476 979	466 234
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	6 374 752	6 397 478	545 553	6 943 031	6 503 642
	67	18 314 251	17 985 190	2 264 757	20 249 947	18 429 123
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	7 027 000	6 550 633		6 550 633	7 100 423
Autres frais	70	232 300	308 870		308 870	189 406
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	502 000	483 000		483 000	476 000
Autres	72	8 500	8 976		8 976	7 720
	73	7 769 800	7 351 479		7 351 479	7 773 549
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	15 987 220	15 962 025	(15 962 025)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Brossard (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108263

Brossard, Québec

DATE 2014-04-14

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	125 496 119
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	311 268
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>125 807 387</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	32 243 525	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>32 243 525</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>93 563 862</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1 <u>10 843 717 100</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2 <u>11 121 212 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>10 982 464 850</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>93 563 862</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>10 982 464 850</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 659 000	3 063 841	3 081 549
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	2 216 000	3 796 053	4 054 998
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	24 307 000	9 628 082	10 743 472
Ponts, tunnels et viaducs	7	100 000		142 993
Systèmes d'éclairage des rues	8	50 000	709 001	805 620
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	2 800 350	1 866 979	1 630 528
Autres infrastructures	11	125 000	26 696	468 779
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 755 950	658 250	136 305
Édifices communautaires et récréatifs	14	5 068 455	2 269 145	1 145 945
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 031 000	198 939	138 040
Ameublement et équipement de bureau	18	247 500	283 566	527 092
Machinerie, outillage et équipement divers	19	145 000	134 496	79 235
Terrains	20	300 000	4 201 462	2 455 243
Autres	21			
	22	39 805 255	26 836 510	25 409 799

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		2 042 858	1 921 116
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		1 078 817	622 530
Autres infrastructures	27		9 692 008	6 051 515
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		1 020 983	1 160 433
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		2 717 236	3 432 468
Autres infrastructures	32		2 538 750	7 739 877
Autres immobilisations	33		7 745 858	4 481 860
	34		26 836 510	25 409 799

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	165 570 454	17 436 187	12 033 321	170 973 320
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	34 957		10 543	24 414
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	16 852 414		504 485	16 347 929
Autres	6				
	7	182 457 825	17 436 187	12 548 349	187 345 663
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	3 899 203	4 563	1 317 261	2 586 505
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	94 366 173	6 646 407	6 554 892	94 457 688
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	71 604 328	8 082 761	3 174 787	76 512 302
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	169 869 704	14 733 731	11 046 940	173 556 495
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	6 926 321	(4 362 176)	95 498	2 468 647
Organismes municipaux	17	5 661 800		836 600	4 825 200
Autres tiers	18				
	19	12 588 121	(4 362 176)	932 098	7 293 847
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20		123 421	1 261	122 160
	21	12 588 121	(4 238 755)	933 359	7 416 007
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22		6 941 211	568 050	6 373 161
Prêts	23				
Autres	24				
	25	12 588 121	2 702 456	1 501 409	13 789 168
	26	182 457 825	17 436 187	12 548 349	187 345 663
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	182 457 825	17 436 187	12 548 349	187 345 663

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1	1 004 491	1 004 491	
Évaluation	2	1 300 358	1 300 358	980 282
Autres	3	14 475 875	14 473 530	17 025 841
Sécurité publique				
Police	4	19 538 240	19 538 240	18 796 515
Sécurité incendie	5	6 532 104	6 532 104	5 928 682
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	15 224 340	15 394 114	14 288 736
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	4 139 580	4 130 749	3 201 776
Matières résiduelles	12	4 356 398	4 356 398	4 026 942
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	826 880	819 825	787 364
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	543 238	543 238	481 768
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	81 370	80 676	71 446
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	11 000	20 374	
Activités culturelles	23	496 526	492 795	416 256
Réseau d'électricité				
	24			
	25	68 530 400	68 686 892	66 005 608

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	55,25	35,00	5 203 539	1 688 209	6 891 748
Professionnels	2					
Cols blancs	3	167,31	33,75	7 691 112	2 521 484	10 212 596
Cols bleus	4	66,50	40,00	4 338 316	1 046 577	5 384 893
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	289,06		17 232 967	5 256 270	22 489 237
Élus	9	11,00		623 333	157 314	780 647
	10	300,06		17 856 300	5 413 584	23 269 884

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13	(93 451)	(1 265 903)	931 322	(428 032)
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15	110 471	(379 841)	577 491	308 121
Autres	16	4 769 934	(3 800 628)	2 469 130	3 438 436
	17	4 786 954	(5 446 372)	3 977 943	3 318 525

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	3 842 406	27	10 976	53	3 853 382	79	105	3 853 382	131	
Évaluation	2	1 300 358	28		54	1 300 358	80	106	1 300 358	132	
Autres	3	23 052 620	29	499 545	55	23 552 165	81	107	22 222 270	133	491 976
	4	28 195 384	30	510 521	56	28 705 905	82	108	27 376 010	134	491 976
Sécurité publique											
Police	5	19 538 240	31		57	19 538 240	83	109	19 538 240	135	
Sécurité incendie	6	6 532 104	32		58	6 532 104	84	110	6 521 984	136	
Sécurité civile	7	14 276	33	1 556	59	15 832	85	111	15 832	137	
Autres	8	465 698	34		60	465 698	86	112	465 698	138	
	9	26 550 318	35	1 556	61	26 551 874	87	113	26 541 754	139	
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	2 100 140	36	6 460 974	62	8 561 114	88	114	8 531 209	140	2 891 828
Enlèvement de la neige	11	6 615 982	37	38 378	63	6 654 360	89	115	6 654 360	141	27 498
Autres	12	1 605 071	38	1 105 928	64	2 710 999	90	116	2 710 999	142	101 283
Transport collectif	13	15 394 114	39	3 949	65	15 398 063	91	117	15 398 063	143	
Autres	14		40		66		92	118		144	
	15	25 715 307	41	7 609 229	67	33 324 536	93	119	33 294 631	145	3 020 609
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	1 736 502	42	2 138	68	1 738 640	94	120	1 738 640	146	
Traitement des eaux usées	17	1 606 606	43	2 324 551	69	3 931 157	95	121	3 895 640	147	1 430 523
Réseaux d'égout	18	2 582 674	44	9 746	70	2 592 420	96	122	2 592 420	148	14 705
Matières résiduelles	19	1 011 885	45	2 867 893	71	3 879 778	97	123	3 771 868	149	1 112 744
Déchets domestiques et assimilés	20	4 747 376	46	4 896	72	4 752 272	98	124	4 752 272	150	
Matières recyclables	21	2 368 600	47	144 455	73	2 513 055	99	125	2 410 545	151	142 847
Autres	22		48		74		100	126		152	
Cours d'eau	23		49		75		101	127		153	
Protection de l'environnement	24	443 129	50	53 014	76	496 143	102	128	496 143	154	
Autres	25		51		77		103	129		155	
	26	14 496 772	52	5 406 693	78	19 903 465	104	130	19 657 528	156	2 700 819

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
Santé et bien-être												
Logement social	157	819 825	172	187	819 825	202	217	819 825	232			
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233			
Autres	159	11 870	174	189	11 870	204	219	11 870	234			
	160	831 695	175	190	831 695	205	220	831 695	235			
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	4 373 977	176	169 269	191	4 543 246	206	2 216	221	4 541 030	236	
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237			
Promotion et développement économique	163	664 809	178	193	664 809	208	223	664 809	238			
Autres	164		179	194		209	224		239			
	165	5 038 786	180	169 269	195	5 208 055	210	2 216	225	5 205 839	240	
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	11 587 712	181	1 719 204	196	13 306 916	211	1 322 119	226	11 984 797	241	1 138 075
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	4 178 373	182	348 607	197	4 526 980	212	36 886	227	4 490 094	242	
Autres	168	2 219 105	183	196 946	198	2 416 051	213	670 486	228	1 745 565	243	
	169	17 985 190	184	2 264 757	199	20 249 947	214	2 029 491	229	18 220 456	244	1 138 075
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245			
	171	118 813 452	186	15 962 025	201	134 775 477	216	3 647 564	231	131 127 913	246	7 351 479

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1	75 241	
Charges sociales	2	10 395	
Biens et services	3	26 750 874	25 409 799
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	26 836 510	25 409 799

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	27 664 485	14 499 767
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	27 664 485	14 499 767
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	7 810 618	13 157 956
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(169 334)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(26 049 620)	
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	98 428	6 762
	11	(18 309 908)	13 164 718
Solde à la fin de l'exercice	12	9 354 577	27 664 485
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	34 590 244	44 514 677
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	34 590 244	44 514 677
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(59 910)	
Activités d'investissement	17	(3 091 778)	(11 506 587)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	26 049 620	
Financement des investissements en cours	19	822 612	1 582 154
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	23 720 544	(9 924 433)
Solde à la fin de l'exercice	22	58 310 788	34 590 244
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	27 818 662	21 963 077
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	27 818 662	21 963 077
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	4 225 696	5 866 510
Activités d'investissement	27	(14 738 915)	(3 606 577)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	2 586 527	3 595 652
	30	(7 926 692)	5 855 585
Solde à la fin de l'exercice	31	19 891 970	27 818 662

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(17 084 979)	
Solde redressé au début de l'exercice	34	(17 084 979)	()
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	40	(1 221 542)	()
	41	(1 221 542)	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	(268 169)	()
	43	(1 489 711)	()
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	250 741	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45	766 626	
	46	1 017 367	
Solde à la fin de l'exercice	47	(17 557 323)	()
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	14 909 655	(2 415 373)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	14 909 655	(2 415 373)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	17 166 335	22 509 596
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52	(98 428)	(6 762)
Excédent de fonctionnement affecté	53	(822 612)	(1 582 154)
Réserves financières et fonds réservés	54	(2 586 527)	(3 595 652)
	55	13 658 768	17 325 028
Solde à la fin de l'exercice	56	28 568 423	14 909 655
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	245 104 663	243 260 516
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	17 084 979	
Solde redressé au début de l'exercice	59	262 189 642	243 260 516
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	5 321 395	1 844 147
Solde à la fin de l'exercice	63	267 511 037	245 104 663

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution		
	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	3 888 468 9	10	11	155 304 12	1 317 261 13	14	2 726 511
	15	3 888 468 16	17	18	155 304 19	1 317 261 20	21	2 726 511

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 1 □ 3 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 6 □ 4 □ 3 □ 8 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 3 □ 3 □ 7 □ 6 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 9 □ 4 □ 9 □ 8 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 9 □ 7 □ 2 □ 7 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 5 □ 8 □ 2 □ 6 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	|_|_|_| , |_|_|	\$
Égout	2	|_|_|_| , |_|_|	\$
Eau et égout	3	|_|_|_| , |_|_|	\$
Traitement des eaux usées	4	|_|_|_| , |_|_|	\$
Matières résiduelles	5	|1|5|0| , |0|0|	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 |_|_| , |_|_|_|_| %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Réfection réseau routier - fixe	85,0000	7	Unité d'évaluation
Réfection réseau routier - logement rés.	35,0000	7	Logement
Réf. réseau routier - stationnement INR	35,0000	7	Case de stationnement
Eau aqueduc égout - résidentiel			
0 à 200 mètres cubes	,5791	7	par mètre cube
201 à 400 mètres cubes	,7551	7	par mètre cube
401 à 600 mètres cubes	,9426	7	par mètre cube
601 à 800 mètres cubes	1,1175	7	par mètre cube
801 mètres cubes et plus	1,2915	7	par mètre cube
Eau aqueduc égout commercial- industriel			
0 à 20 000 mètres cubes	,7468	7	par mètre cube
20 001 à 40 000 mètres cubes	,7645	7	par mètre cube
40 001 mètres cubes et plus	,7874	7	par mètre cube

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9	\$	_____
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	_____
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	_____
b) autres formes d'aide	14	\$	_____
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	12 696 \$	_____
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	_____
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	_____

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 2001, boul. de Rome
(no) (rue)
Brossard J4W 3K5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 923-6311
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 923-5613
(ind. rég.) (numéro)

Courriel services@brossard.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Patrick Quirion

Téléphone (450) 923-6311
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 923-5613
(ind. rég.) (numéro)

Courriel patrick.quirion@ville.brossard.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 4605-A boul. Lapinière, bureau 200
(no) (rue)
Brossard J4Z 3T5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 618-8101
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 618-6420
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dherard@deloitte.ca

Responsable du dossier Denis Hérard, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Patrick Quirion , atteste que le rapport financier de Brossard pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-04-15 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Brossard consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Brossard détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 15 991 763 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de ,8519 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-04-15 13:00:33

Date de transmission au Ministère : 2014/04/16